

COURS d'ECONOMIE GENERALE

Niveau : Deuxième année d'école préparatoire commerciale

Volume horaire : 100 heures

Objectifs du cours : comprendre les doctrines économiques ; savoir mener un raisonnement cohérent dans l'analyse des questions soulevées en économie ; Connaître les outils et les agrégats de mesure de l'activité économique ; comprendre et analyser les principales réflexions en matière de politiques économiques ; savoir interpréter et analyser les principaux déséquilibres macro-économiques.

Le cours d'économie générale de deuxième année d'école préparatoire commerciale se décompose en trois modules. Le premier est consacré aux *grands courants de la pensée économique* ; le second module consistera à enseigner aux étudiants *la méthode de rédaction des dissertations ou exposés économiques* et enfin le troisième sera accordé au cours **d'introduction à la macroéconomie.**

MODULE 1 : LES GRANDS COURANTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

La pensée économique repose sur les réflexions de quelques grands économistes appartenant chacun, à l'époque où il a vécu, à une école ou courant de pensée. Leurs ouvrages ont souvent servi de références à l'analyse économique. Le début des premiers courants de pensée économique remonte au XVIII^e siècle et se confond approximativement avec le début de la révolution industrielle. L'histoire de la pensée économique permet de mettre en évidence trois principaux courants : le courant libéral, le courant marxiste et le courant keynésien.

Le courant libéral se compose de deux branches, l'une classique qui apparaît à la fin du 18^{ème} siècle, et l'autre néoclassique à la fin du 19^{ème} siècle. Cette même fin de siècle voit l'avènement du marxisme, une critique du capitalisme. La crise économique des années 30 va favoriser l'avènement du keynésianisme, qui propose une solution aux défaillances des marchés. Toutefois il faut reconnaître que la naissance de l'économie moderne remonte au XVI^e siècle avec les **mercantilistes** qui, avec les **physiocrates**, ont fortement influencé la pensée classique.

SECTION 1 : LE MERCANTILISME (XVI^e – XVIII^e siècle)

La pensée mercantiliste (le mot "mercantiliste" vient de l'italien "mercante" qui signifie "marchand") s'est développée à la fin du Moyen-âge, dans un contexte de capitalisme commercial marqué par la multiplication des transports, des grandes découvertes et des monarchies absolues, notamment en France et en Espagne. Le mercantilisme est une doctrine économique qui prône l'enrichissement des nations au moyen des activités commerciales (notamment le commerce extérieur) et manufacturières (industrielles). Pour les mercantilistes, la puissance politique de l'État, voire du souverain, repose sur l'accumulation de métaux précieux, notamment l'or et l'argent. Favorables à l'activité des marchands, les mercantilistes n'étaient pas pour autant partisans du **libéralisme économique**. En effet l'État doit selon eux, par de multiples réglementations et par des incitations diverses intervenir dans l'activité économique du pays pour la stimuler et l'orienter dans la direction appropriée (**c'est l'interventionnisme**). Les principales mesures proposées sont les suivantes :

- Le développement de l'activité industrielle et l'incitation aux exportations de produits manufacturés ;
- La restriction des importations ;
- La restriction, voire la prohibition des exportations de produits agricoles et autres produits bruts ;
- Favoriser les commerçants et les armateurs nationaux dans le commerce extérieur du pays, afin de développer les recettes.

Il existe plusieurs écoles mercantilistes qui se différencient principalement sur la façon de procéder pour accumuler la richesse. On distingue :

- **Le mercantilisme espagnol** (appelé ainsi parce qu'il est né en Espagne) appelé aussi "Bullionisme" de l'anglais « bullion » c.à.d. "lingot". Il est né de la préoccupation spécifique de l'Espagne de conserver l'or qui venait de ses conquêtes, en vue d'accroître sa richesse (au 16^{ème} siècle, l'Espagne a colonisé l'Amérique du sud et contrôle l'exploitation des mines d'or du Mexique et du Pérou. L'or arrive en Espagne par bateau entier et on estime que de 1500 à 1600, la quantité d'or disponible en Europe a été multipliée par huit). Ainsi furent développées des doctrines défensives et thésaurisatrices (la thésaurisation s'oppose à l'épargne. La thésaurisation est stérile tandis que l'épargne est productive car celui qui épargne permet à d'autres d'investir tandis que celui qui thésaurise prive au contraire les autres des ressources qu'il accumule). Mais la recherche de l'or à tout prix engendra en définitive un appauvrissement de l'Espagne et contribua à retarder durablement ledéveloppementdece pays. Le mercantilisme espagnol est représenté par un groupe d'ecclésiastiques catholiques (jésuites), (école de Salamanque) dont Francisco de VITORIA (1485-1546), Juan de MEDINA (1490-1546), Martin de AZPILCUETA NAVARRUS (1493-1586), Domingo de SOTO (1494-1560), Diego de COVARRUBIAS Y LAIVA (1512-1577), Luis de MOLINA (1535-1601) et Juan de MARIANA (1536-1624). Ce fut également le cas du Portugal et de l'Italie.
- **Le mercantilisme français**, qui préconise toujours l'enrichissement de l'Etat, mais par le développement industriel. En outre l'Etat doit donner l'exemple en créant des manufactures (usines). Il est représenté par des hommes tels que Jean BODIN (1530-1596), Antoine de MONTCHRESTIEN_(1575-1621) ou Jean Baptiste COLBERT (1619-1683).
- **Le mercantilisme fiduciaire**, qui a été expérimenté en France par l'Ecossois **John LAW** (1671-1729). Il est basé sur l'idée que le développement économique (donc l'enrichissement de l'Etat) ne peut se faire que s'il existe un système bancaire, basé sur la circulation de billets émis par une banque centrale pour suppléer à l'insuffisance de la monnaie en vue de financer les besoins de l'activité, ces billets étant eux-mêmes gagés sur l'or détenu par la banque. Cette conception entraîne la prise en compte d'un élément essentiel dans les conditions du développement, la confiance que les agents économiques doivent avoir dans le système bancaire. L'expérience menée par LAW, s'est soldée par un échec, ce qui a retardé de près d'un siècle la création d'un système bancairemoderneenFrance.
- **Le mercantilisme anglais**, qui fait l'apologie de l'enrichissement par le commerce en général et le commerce maritime en particulier. En effet, les auteurs anglais recommandent diverses mesures dont : l'augmentation des droits de douane, source de recettes pour l'État et en même temps moyen de réduction des importations ; la subvention des exportations pour accroître la compétitivité de l'économie ; l'accumulation de métaux précieux en vue d'augmenter la masse monétaire, de maintenir des taux d'intérêt très faibles, de stimuler l'investissement et la production. Il est représenté par**Thomas Gresham** (1519 - 1579),**Thomas MUN** (1571-1641),**William PETTY** (1623-1687), **Pierre Le Pesant de BOISGUILLEBERT** (1646-

1714), **Richard CANTILLON** (1680-1734), **DAVID HUME** (1711-1776), **Josiah Child** (1630-1699), **Charles d'Avenant** (1656-1714)

SECTION 2 : LA PHYSIOCRATIE (XVIII^e siècle)

La physiocratie (gouvernement de la nature) est une doctrine économique et politique qui est née en France vers 1750 et qui a atteint son apogée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Cette doctrine base le développement sur l'agriculture, considérée comme la seule source de richesse. Elle a pour chef de file le médecin **François Quesnay** (1694-1774), auteur du tableau économique (1758). Opposés aux mercantilistes, les physiocrates soutiennent que :

- La richesse doit être produite par le travail ;
- La terre est la seule source de richesse,
- La richesse d'un pays consiste en la richesse de tous ses habitants et non pas seulement en celle de l'Etat ;
- La richesse est formée de tous les biens qui satisfont un besoin et non de métaux précieux qu'il faudrait thésauriser.

Ils considèrent l'industrie et le commerce comme des activités stériles car elles se contentent de transformer les matières premières produites par l'agriculture. La physiocratie distingue trois classes d'agents économiques :

- La classe des paysans, qui est la seule productive (producteurs terriens),
- La deuxième classe est appelée stérile et est composée des marchands et "industriels".
- La troisième classe est celle des propriétaires.

SECTION 3 : LE COURANT LIBERAL (XVIII^e – XIX^e siècle)

C'est un courant de pensée économique hostile à l'intervention de l'Etat dans la vie économique et à son contrôle sur les moyens de production. Il pose comme fondement de toute société le respect de la liberté individuelle. Selon les libéraux, une société libre est une société où les échanges économiques se réalisent selon le jeu de l'offre et de la demande. Il repose sur deux écoles : l'école classique et l'école néo-classique.

1-L'école classique

C'est en Angleterre, première grande puissance à l'époque, que naît la pensée libérale classique. Elle regroupe des économistes du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle dont les plus célèbres sont, en Grande-Bretagne, Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), et en France, Etienne Bonnot de Condillac (1715-1780), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781), Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme classique a été employé pour la première fois

par Karl Marx dans le Capital. Malgré la pluralité de leurs travaux, les auteurs classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques grands principes à savoir :

- **L'individualisme** : l'individu est considéré comme un être **rationnel**, c.-à-d. capable de juger et de décider ce qui est bon pour lui. L'intervention de l'Etat, même à but louable, n'est pas recommandée ;
- **La liberté économique** : elle se traduit par la propriété privée des moyens de production et la régulation de l'activité économique par le marché. En effet, pour Adam Smith, La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général car il existe une **main invisible** (le marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous. L'harmonisation des intérêts étant naturelle, il n'y a dès lors plus aucune raison pour qu'un pouvoir politique -l'Etat - fasse passer l'intérêt général au-dessus de la somme des intérêts privés.
L'Etat doit donc se garder d'intervenir au-delà de son domaine naturel (**Etat gendarme**).
- **La permanence de l'équilibre économique** : Un système économique conduit par le principe de la liberté économique tend naturellement vers l'équilibre. Lorsque celui-ci n'est pas réalisé, les prix s'ajustent à la hausse ou à la baisse. La **Loi des débouchés** de Jean-Baptiste Say stipule que « **toute offre crée ses débouchés** », c'est-à-dire que l'offre crée une demande équivalente.
- **La neutralité de la monnaie** : Selon J.B. Say, la monnaie est un bien économique produit par un agent économique particulier : les banques. Il montre cette neutralité de la monnaie à travers les éléments suivants :
 - * La monnaie est un instrument d'échange qui permet d'obtenir d'autres produits ;
 - * la monnaie n'est qu'un intermédiaire entre un vendeur et un acheteur. Selon lui **la monnaie est un voile sur l'économie**. Toute personne en possession de revenus sous forme de monnaie cherche à s'en défaire pour acquérir de nouveaux biens. La monnaie est alors perçue comme un moyen de faire circuler les produits dans une économie.
 - * J.B. Say niel'épargne. Dans la loi des débouchés, il suppose que l'intégralité des revenus soit consommée. Say ne conçoit pas que la monnaie soit demandée pour elle-même. Elle est uniquement acceptée pour acquérir de nouveaux biens et services. Cette vision de la monnaie est fortement contestée par Keynes comme nous le verrons quand nous étudierons le courant keynésien.

2-L'école néo-classique

Apparue dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, la pensée néoclassique tire son origine des travaux de **Léon Walras** (1834-1910), **Vilfredo Pareto** (1848-1923) et **Alfred Marshall** (1842-1924). Le mot néoclassique a été introduit à l'origine par **Thorstein Veblen** en 1900 pour désigner des auteurs qui intègrent la **révolution marginaliste** initiée par **Stanley Jevons** et l'école autrichienne. Cette approche du libéralisme tente de démontrer que les acteurs économiques sont rationnels, et que cette rationalité des acteurs, grâce à la coordination supposée parfaite de leurs actions par le seul biais du marché, conduit à la meilleure des situations possibles, c.à.d. à l'équilibre général.

Les principaux auteurs néo-classiques sont : Léon Walras (1834-1910) ; Vilfredo Pareto (1848-1923) ; Alfred Marshall (1842-1924) ; Kenneth Arrow ; Gérard Debreu.

La **Nouvelle économie classique** ou **Nouvelle macroéconomie classique** ou **Nouvelle école classique** est un courant de pensée économique qui s'est développée à partir des années 1970. Elle rejette le keynésianisme et se fonde entièrement sur des principes néoclassiques. Sa particularité est de reposer sur des fondations micro-économiques rigoureuses, et de déduire des modèles macroéconomiques à partir des actions des agents eux-mêmes modélisés par la micro-économie.

Quelques hypothèses centrales de cette École sont :

- **rationalité** des agents (qui cherchent à maximiser leur utilité),
- **anticipations rationnelles**,
- à chaque instant, l'économie possède un équilibre unique (avec plein emploi et pleine utilisation des capacités de production) et cet équilibre est atteint par un mécanisme d'ajustement des prix et des salaires.

La **théorie des cycles réels** est une théorie majeure développée par ce courant.

Les nouveaux classiques comprennent :

- Robert Lucas Jr (« Prix Nobel » d'économie 1995)
- Finn E. Kydland (« Prix Nobel » d'économie 2004)
- Edward C. Prescott (« Prix Nobel » d'économie 2004)
- Robert Barro
- Neil Wallace
- Thomas Sargent

SECTION 3 : LE MARXISME

Le marxisme est un courant à la fois philosophique, politique, économique et sociologique qui se réclame des idées de **Karl Marx** (1818-1883) et de **Friedrich Engels** (1820 – 1893).

Il s'oppose à la théorie libérale en démontrant que l'organisation capitaliste de la société aboutit à l'exploitation de la plus grande partie de la population (les prolétaires) par les détenteurs des moyens de production (les bourgeois).

En effet, Karl Marx (1818-1883) part du principe que la Force de travail (seule source de valeur) n'est pas payée par le capitaliste au prorata de la valeur qu'elle a permis de créer, mais à sa valeur d'échange. Le capitaliste récupère donc à son profit la différence qui constitue la **plus-value** (ou encore surtravail).

Pour Karl Marx, la crise du capitalisme est inéluctable, et ceci pour plusieurs raisons :

- La non coordination des décisions des agents économiques, notamment entre la demande et l'investissement, qui empêche la réalisation permanente des conditions d'équilibre.
- La sous-consommation ouvrière due à la maximisation du profit de l'entrepreneur individuel qui va faire pression sur les salaires en vue de les diminuer.
- Enfin, la recherche d'une plus-value toujours plus importante et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer la paupérisation des ouvriers et un blocage dans le

développement du système capitaliste. Il conclut en disant que cette contradiction doit entraîner la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme (l'un des fondements de l'idéologie socialiste repose sur l'abolition des moyens privés de production, source d'exploitation du prolétariat, et la valorisation des moyens collectifs de production).

SECTION 4 : LE KEYNESIANISME

Le keynésianisme désigne la doctrine développée par **John Maynard KEYNES** (1883-1946) notamment dans la « **Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie** » en 1936. Il part du principe que le libéralisme économique a entraîné l'économie mondiale dans une crise sans précédent en 1929.

Afin de remédier aux imperfections du libéralisme et à ses effets pervers, il propose une nouvelle organisation économique basée sur l'intervention de l'Etat.

Dans sa pensée, il oppose à l'Etat gendarme (courant libéral), l'Etat providence qui aura pour tâche de réguler l'économie, en particulier en période de crise. Par ailleurs, il défend l'hypothèse que la demande est le facteur déterminant qui permet d'expliquer le niveau de production et par conséquent de l'emploi.

Il introduit des concepts novateurs :

- L'équilibre de sous-emploi (le chômage) pour un niveau de demande donné ;
- L'absence d'ajustement par les prix entre les demandes et les offres d'emploi, empêchant la résorption du chômage ;
- Une théorie de la monnaie fondée sur la préférence pour la liquidité ;
- La notion d'efficacité marginale du capital comme explication de l'investissement, faisant de l'investissement la « cause » déterminante de l'épargne ;
- La loi psychologique selon laquelle la consommation augmente moins vite que le revenu.

De ces concepts, qui ont engendré la macroéconomie, on peut en déduire la possibilité de politiques économiques interventionnistes de l'Etat afin d'éviter les récessions et de freiner les emballements de l'économie. Pour Keynes, il existe une tendance permanente au sous-emploi et seules les interventions de l'Etat permettent, dans certaines circonstances, de lutter contre le chômage.

Keynes réfute catégoriquement la loi des débouchés de Say et « **le voile monétaire** » qui en découle. Keynes souligne que l'offre ne crée pas sa propre demande comme le dit Say. Selon les classiques, le niveau de l'offre est décidé par les entreprises et la demande est obligatoirement égale puisqu'elle correspond à la valeur de la production. Keynes propose le raisonnement inverse. Selon lui, l'offre est bien fixée par les entreprises mais en fonction du niveau de la **demande effective anticipée**. Pour lui, les crises de surproduction sont possibles. Si les entreprises se trompent dans leurs anticipations ou si les agents économiques changent leurs comportements après les anticipations de demande effective, il se peut que l'offre soit supérieure à la demande. Mais surtout, les ménages ne consomment pas l'intégralité de leurs revenus, ils épargnent. Ensuite, ils réalisent un arbitrage entre conserver leur épargne sous forme de monnaie ou la placer. Il y a donc une épargne monétaire, détenue sous forme de monnaie et une épargne financière détenue sous forme de titres financiers. La part qui est consacrée sous forme de monnaie est appelée la **thésaurisation**. Le niveau de cette

thésaurisation dépend du taux d'intérêt sur le marché de la monnaie. En conclusion Keynes retient que la monnaie n'est donc pas neutre, elle peut être demandée pour elle-même.

Keynes soutient que le taux d'intérêt joue un rôle indispensable dans l'investissement qui est le moteur de la croissance. Pour lui, les entreprises déterminent le niveau de leurs investissements en fonction du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt est faible, cela favorise l'investissement. Quant aux ménages, il retient qu'ils déterminent le niveau de la thésaurisation en fonction du taux d'intérêt. S'il est faible, la thésaurisation est réduite et les ménages préfèrent placer leur épargne.

Puisque l'élévation des taux d'intérêt constitue un frein à l'investissement, Keynes préconise de mettre en place une politique monétaire qui favorise la baisse des taux d'intérêt. Les autorités monétaires doivent donc augmenter la masse monétaire pour relancer l'économie (Cf graphique ci-dessous). Le rôle de l'Etat est donc de soutenir la création monétaire en maintenant un taux d'intérêt faible qui favorise l'investissement, la croissance et l'emploi.

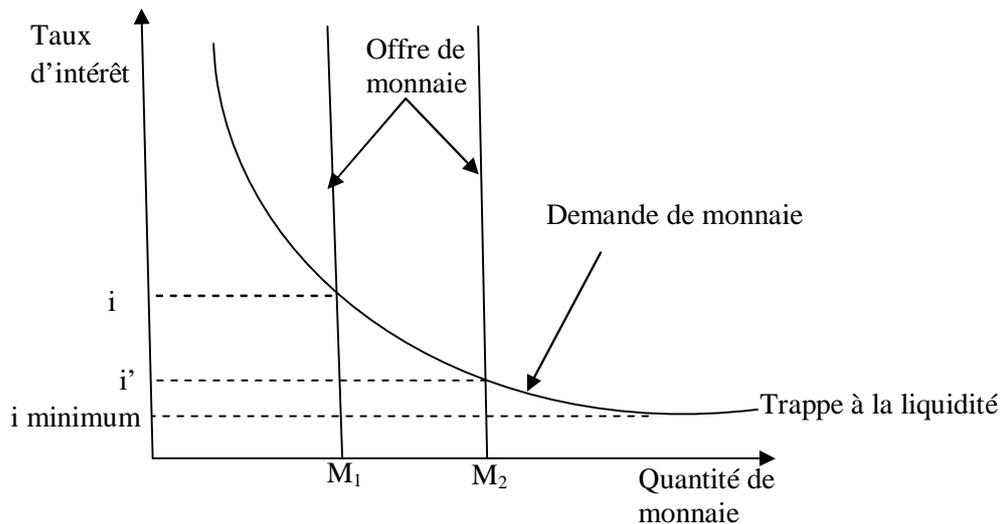


Schéma : Le marché monétaire

CONCLUSION

L'histoire de la pensée économique n'est pas un processus linéaire par lequel la qualité des idées augmente sans cesse, sans jamais diminuer. Il n'est pas vrai que les théories les plus récentes « incorporent » toute la sagesse des anciens, et soient, de ce fait, supérieures aux précédentes. Bien au contraire, il y a des périodes de progrès et des périodes de régression. Il arrive assez fréquemment que les acquis intellectuels se perdent, qu'une génération oublie les leçons apprises par les générations antérieures et qu'elle doive réapprendre avant de continuer à bâtir. Aux trois principaux courants de la pensée économique, peuvent être rattachés trois modes d'organisation de la société que sont respectivement le capitalisme, le socialisme et l'économie mixte.